

Piekalkiewicz, Jaroslaw A., *Public Opinion Polling in Czechoslovakia, 1968-69, Results and Analysis of Surveys Conducted During the Dubcek Era*, (Intr. De B. Bede) Praeger, (Praeger Special Studies in International Politics and Government), New York, 1972.

Micheline de Sève

Volume 5, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700469ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700469ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

de Sève, M. (1974). Compte rendu de [Piekalkiewicz, Jaroslaw A., *Public Opinion Polling in Czechoslovakia, 1968-69, Results and Analysis of Surveys Conducted During the Dubcek Era*, (Intr. De B. Bede) Praeger, (Praeger Special Studies in International Politics and Government), New York, 1972.] *Études internationales*, 5(3), 564-565. <https://doi.org/10.7202/700469ar>

chantillon retenue comme représentatifs de la « science politique moderne » auquel cas des critères de sélection s'imposent ? Ou devons-nous plus modestement considérer qu'il ne s'agit là que d'illustrations choisies en fonction de l'intérêt des deux auteurs ?

Les troisième et quatrième parties identifient quelques-uns des schémas les plus connus qui aient été produits depuis quelques années pour comparer les systèmes politiques actuels. Les deux auteurs exposent brièvement les modèles de E. A. Schills sur la modernisation politique, de G. A. Almond sur la culture politique, de R. A. Dahl sur le pouvoir et, finalement, de H. D. Lasswell sur l'influence. Davies et Lewis soulignent qu'ils n'ont pas l'intention de faire une évaluation critique de ces différents schémas, ni même de tenter une quelconque synthèse de ces différentes conceptions, malgré le pressant besoin qui se fait sentir à cet égard actuellement.

Ils exposent ainsi eux-mêmes les raisons qui font à notre avis la faiblesse majeure de cet ouvrage.

Jacques HAMEL

*Assistant de recherche,
Science Politique,
Université Laval*

PIEKALKIEWICZ, Jaroslav A., *Public Opinion Polling in Czechoslovakia, 1968-69, Results and Analysis of Surveys Conducted During the Dubcek Era*, (Intr. de B. BEDE) Praeger, (Praeger Special Studies in International Politics and Government), New York, 1972.

Que l'auteur répugne à dévoiler comment il a pu obtenir copie des tableaux de distribution de données dont il fait état dans ce livre se comprend aisément. Qu'il maintienne également le silence sur quelques sondages « indépendants » dont il dispose, passe encore, même, si pour la plupart, leurs résultats furent diffusés par l'agence C.T.K. ou par des publications tchécoslovaques telles *Rudé Právo*, *Reporter* ou *Politická*. Mais qu'il pousse la réserve jusqu'à taire la provenance de tous les sondages qu'il utilise paraît injustifié, dès lors que plu-

sieurs d'entre eux ont déjà été clairement identifiés, en particulier dans l'article d'Ithiel de Sola Pool, « Public Opinion in Czechoslovakia » (*Public Opinion Quarterly* 34 (1), printemps 1970, pp. 10-25). La période couverte diffère légèrement : de mars 1968 à mars 1969 chez Piekalkiewicz ; de janvier 1968 à mars 1969 chez de Sola Pool. Mais pourquoi se draper de mystère quand plusieurs des sondages présentés sont manifestement attribuables à l'Institut tchécoslovaque d'opinion publique, dirigé par le Dr Jaromira Zapletova et furent menés dans la plus stricte légalité, au vu et au su de tous ? Ainsi, de Sola Pool (p. 15) et Piekalkiewicz (p. 268) présentent des tableaux identiques comparant la courbe de popularité des principaux leaders politiques du Printemps de Prague à l'exception d'un seul sondage supplémentaire qui permet à ce dernier de prolonger ses propres courbes-mystère de décembre 1968 à mars 1969. De même, il nous a été facile de reconnaître les échantillons et les dates des sondages n°s 2, 12, 14 et 16 comme identiques à certains de ceux que présente ouvertement de Sola Pool. Un autre sondage, le n° 13, est à n'en point douter le même que l'on retrouve analysé par Rémi Gueyt dans *La mutation tchécoslovaque* (Paris, Éd. Ouvrières, 1969, pp. 183ss.). Probablement, ce ne sont pas là les seuls qu'une enquête moins rapide nous aurait permis de repérer. Alors pourquoi statuer dans l'introduction que : *In order to protect the original sources, the surveys are identified only by number and date, and by a brief description of the methods employed... No further information can be given, and the original materials cannot be published even in the United States* (!)

La frustration ressentie par le chercheur devant cet anonymat des sources est d'autant plus vive que le livre de Piekalkiewicz constitue un instrument de référence de tout premier ordre. Nul avant lui n'avait répertorié et analysé de façon aussi complète et détaillée les résultats des sondages malheureusement fantômes qu'il analyse. Son recueil vient accroître la somme de documentation disponible pour l'étude d'une crise politique majeure aussi généreusement commentée que souvent mal comprise. Cette expérience proprement socialiste n'est-elle pas cataloguée à l'Ouest, dans l'esprit des non-spécialistes, comme une manifestation

de la volonté des citoyens « opprimés » d'un pays de l'Est de restaurer le capitalisme et de rétablir un mode de gouvernement libéral « démocratique » ?

Les données que regroupe fort intelligemment l'auteur viennent une fois de plus infirmer cette thèse. Mentionnons, à titre d'indication, les principaux thèmes qui lui servent de nœuds de convergence : révolution et contre-révolution ; nature du socialisme désiré ; rôle du parti communiste et des autres formations politiques établies ; attitude face à l'éventuelle apparition d'un parti d'opposition ; popularité des dirigeants communistes ; évaluation du système économique, etc. Le tout est bien présenté, de consultation facile et démontre à l'évidence l'ampleur du consensus qui mobilisa la population des nations tchèque et slovaque autour de ses dirigeants pendant la brève période du « Printemps de Prague » et même, au-delà, jusqu'à « normalisation » de la situation, plusieurs mois après l'intervention « fraternelle » des pays alliés.

Micheline de SÈVE

Université Laval

HEDBERG, Hakan, *La revanche du Japon*, Denoël, Paris, 1973, 275p.

Pour être à même de juger de l'ouvrage de Hakan Hedberg, et d'en pénétrer toute la substance, il faudrait être, à la fois, un géographe, un historien, un économiste et un spécialiste de la science politique ; il faudrait même ajouter à cela une connaissance directe et intime du Japon et des Japonais.

En août 1945, c'est la défaite et l'humiliation ; amputé de la moitié de son empire, occupé par une puissance étrangère, son agriculture stagnante, son industrie détruite, sa flotte coulée, le Japon tire les conséquences de sa défaite et se met au travail. En cinq ans, il rattrape sa production d'avant-guerre ; en dix ans, il se range aux côtés des pays de l'Europe de l'Ouest et égale la puissance économique du premier d'entre eux, l'Allemagne fédérale. Il se propose, au cours des quinze années à venir, de dépasser les États-Unis pour le produit national

brut et de devenir, vers 1985, la première puissance économique du monde. Il y voit là une revanche des défaites et des humiliations passées. Cette revanche ne pouvant être militaire sera économique ; elle fera oublier Hiroshima, l'occupation, les *Nixon Shokku* de 1971. Mais est-elle possible ? Comment se produira-t-elle ? Quel en sera le prix ? Telles sont les questions vitales auxquelles Hakan Hedberg tente de répondre.

Accablé par sa défaite, conscient de ses devoirs envers sa patrie, le peuple japonais a, pendant vingt ans, travaillé plus qu'aucun autre peuple au monde et a permis au Japon d'atteindre des taux de croissance inégalés. En cette fin de l'année 1971, il n'est plus satisfait, il réclame des investissements publics pour améliorer la qualité de la vie : il exige un air moins pollué, une eau potable, des logements convenables, le tout à l'égoût, des jardins, des terrains de jeux, des trottoirs le long des rues, un travail plus facile, une vie plus large. Le Japon est ainsi amené à reviser sa politique économique ; de volumineux rapports sont dressés et un Comité des Sages conclut à la nécessité de poursuivre en même temps, une croissance économique annuelle réelle de 10%, la production accrue de biens de consommation, et la protection de l'environnement. L'auteur de la *Revanche du Japon* expose les priorités des années 1970, en évalue les termes quantitatifs et en définit, avec une grande précision, les différents éléments. Il s'appuie pour cela sur les travaux de deux économistes japonais Hisao Kanamori et Osamu Shimomura. Son analyse, extrêmement pénétrante, souligne les remarquables atouts que possède le Japon : puissance intellectuelle, expansion de la recherche, efficacité technologique. Les plans, préparés à l'aide des ordinateurs les plus perfectionnés, laissent prévoir un PNB de 13 600 milliards de dollars, en 1981, à condition que l'effort poursuivi soit aussi rigoureux qu'au cours des quinze dernières années et que soit assurée une certaine qualité de la vie qui a jusqu'ici échappé au peuple japonais. En poursuivant ces buts, en apparence contradictoires, les Japonais traversent un tunnel dont les économistes sont assurés qu'il aura quelque jour une issue.

Les problèmes à résoudre sont de taille et il apparaît difficile d'y trouver une solution car ils